



# La Mensuelle Eco - N°45 - Septembre 2017

YT-MAHM 26/09/2017

## L'essentiel

Le 1<sup>er</sup> semestre dresse le constat clair de l'embellie de l'économie mondiale. Pour la première fois depuis 2010, la croissance est partagée de manière assez homogène entre les pays avancés et les zones émergentes, et à l'intérieur de chaque catégorie. Ainsi, la quasi-totalité des 60 premières économies mondiales verraient leur PIB progresser en 2017.

Les prévisions pour 2018 ne font pas, pour autant, dans la surenchère d'optimisme car la conjoncture internationale demeure fragile. Intrinsèquement d'abord, car elle repose sur des fondamentaux amoindris par des années de crise. Indirectement ensuite, car les aléas climatiques et politiques sont pesants. La qualité des relations du triptyque Chine-Russie-Etats Unis, fonction de l'avenir du « dossier » nord-coréen, pourrait rapidement grever la progression du commerce international, aujourd'hui l'un des principaux piliers de la reprise.

Pour l'heure, la conjoncture se renforce dans la zone Euro, ce qui lui place dans une dynamique de rattrapage par rapport à l'économie américaine dont le *momentum* de croissance (écart entre le niveau des indicateurs à court et long terme) semble donner des signes d'essoufflement.

La France maintient dans ce contexte son rythme de +0,5% par trimestre, avec des effets sur l'emploi réels mais relativement modestes.

La région Occitanie se place dans cette tendance, les chefs d'entreprise tablant en juillet sur une progression du courant des affaires en 2017 plus forte que celle prévue en janvier, et ce dans chacun des trois grands secteurs d'activité.

Malgré un 2<sup>ème</sup> trimestre quelque peu décevant, les entreprises haut-garonnaises profitent toujours d'une trajectoire d'activité ascendante. Tous les secteurs embauchent, conséquence d'un climat de confiance très bien orienté parmi les dirigeants.

## Les chiffres du mois

**+ 5.0%**

La croissance du PIB des 26 principaux pays émergents au 2<sup>ème</sup> trimestre

**180 milliards d'€**

Le montant des exportations de la zone Euro en juillet, en hausse de +6,5% sur un mois

**1.18\$**

La valeur d'un euro en moyenne en août, contre 1.07\$ en avril

**13.7 millions**

Le nombre de français ayant subi une cyberattaque en 2016

**+0.5%**

La croissance trimestrielle du PIB français depuis trois trimestres

**11.2%**

Le taux de chômage en Occitanie, en baisse de 0.7 point sur un an

**+53**

Le solde d'opinions des dirigeants haut-garonnais sur l'avenir de leur entreprise (63% optimistes, 10% pessimistes)

## 1/ La situation économique mondiale

L'embellie se confirme au premier semestre

Sources : Xerfi, DEE BNP-Paribas, DEES Société Générale

Le premier semestre 2017 combine l'accélération de la croissance des pays de l'OCDE et la reprise confirmée des économies en développement dans un contexte de remontée des cours du pétrole et surtout des métaux industriels. Le rythme de ces dernières pourrait toutefois s'infléchir sur la seconde partie de l'année sans remettre en cause la tendance globale.

Au 2<sup>ème</sup> trimestre, le PIB des 26 principaux pays émergents a progressé de +5,0% sur un an (+3,7% hors BRIC) avec l'essor notable de la croissance des PECO.

La **Chine** a solidifié au-delà des pronostics sa trajectoire de croissance autour de +7,0% en rythme annualisé.

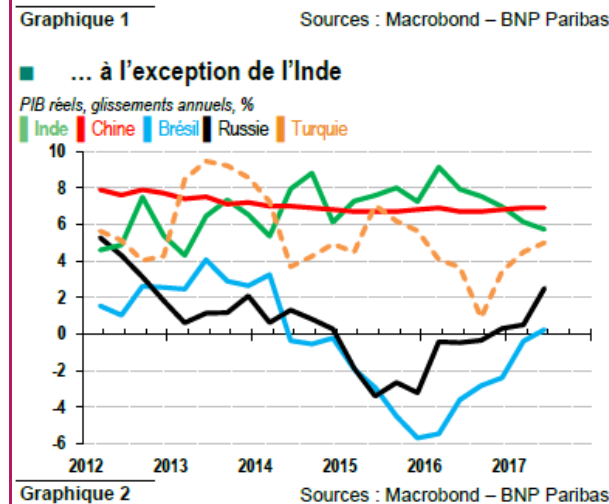
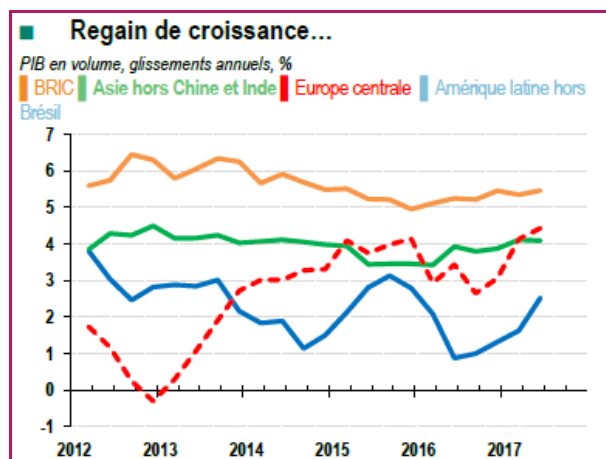
Le **Brésil** a confirmé sa sortie de récession avec un PIB en hausse de +0,3% en glissement trimestriel, soit 6 mois de croissance après deux ans de repli. Cette amélioration s'est d'abord fondée sur la dépréciation du réal puis sur la hausse des cours des matières premières et le net regain de la demande chinoise. Le pays constate le début d'un retour des capitaux étrangers favorisé par les réformes de la présidence Temer.

Avec une progression surprise de +2,5% sur un an assise sur le rebond des exportations et des investissements, la croissance **russe** montre sa meilleure performance depuis trois ans. La production industrielle a progressé au premier semestre mais semble s'essouffler depuis cet été. La consommation des ménages demeure peu dynamique.

Fait rare depuis de nombreux trimestres, l'**Inde** connaît un ralentissement de sa croissance au-dessous de la barre des +6,0% en raison d'une baisse passagère de la consommation privée, conséquence de la démarche de démonétisation anti-corruption.

Concernant les économies avancées, la conjoncture atteint au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 son meilleur niveau depuis deux ans. La croissance se diffuse de manière homogène entre les principales zones, exception faite du **Royaume-Uni**. Le pays affiche en effet pour le 2<sup>ème</sup> trimestre consécutif le taux de croissance le plus faible (+0,3% sur trois mois, à égalité avec le Portugal) de l'Union Européenne pendant que les négociations quant au *Brexit* piétinent. L'affaiblissement de la livre profite finalement assez peu aux entreprises exportatrices alors que la baisse du pouvoir d'achat des ménages causée par la hausse de l'inflation importée est notable. La hausse des prix a frôlé +3% avant l'été, niveau jamais atteint depuis quatre ans. La production industrielle redémarre néanmoins depuis le début de l'année (+0,2% sur un mois en juillet).

Aux **Etats-Unis**, où pourtant la croissance a nettement rebondi au 2<sup>ème</sup> trimestre (+0,8% sur 3 mois, +2,2% sur un an) grâce à la consommation, l'investissement privé et le commerce extérieur, des doutes surgissent quant à la pérennité de l'expansion. Il est probable que l'ampleur des réductions d'impôt et des constructions d'infrastructures soit très nettement inférieures à celles promises par l'ex candidat D. Trump. Les fondamentaux économiques américains (taux de chômage plancher, vigueur de la consommation) et le



caractère relativement transitoire des graves intempéries continueraient de situer le potentiel annuel de croissance à +2,0%, et non +3,0% comme annoncé par le gouvernement.

Le Japon poursuit quant à lui son accélération avec six trimestres consécutifs de hausse du PIB, soit la meilleure séquence depuis 2006. L'agrégat augmente de +0,6% au 2<sup>ème</sup> trimestre, soutenu par la demande intérieure. Le chômage est quasiment inexistant et favorise les salaires puis la consommation, pilier de l'économie nipponne. La croissance ressortirait à +1,4% en 2017, contre +1,0% en 2016.

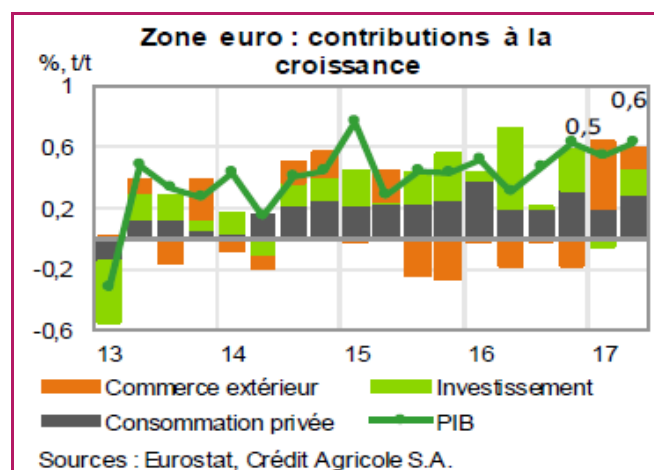
## 2/ Zone Euro

### Poursuite du rattrapage

Sources : Xerfi, EEG Crédit Agricole, DEE BNP Paribas

En légère accélération par rapport aux trois premiers mois de l'année, la zone Euro confirme la solidité de la reprise au 2<sup>ème</sup> trimestre avec un PIB en hausse de +0,5%. Profitant de la robustesse du cycle manufacturier mondial, la croissance s'élève à +2,3% sur un an, ce qui pourrait positionner la zone de manière pérenne au-dessus d'un trend de +2.0% qui renforcerait le rattrapage du rythme des Etats-Unis.

La consommation des ménages est restée dynamique (+0,5%) pendant que les investissements des entreprises bondissaient de +0,9%. Les exportations ont progressé de +1,1% en glissement trimestriel, freinant légèrement mais demeurant soutenues par le dynamisme du commerce mondial. Les exports depuis l'Euroland ont atteint en juillet près de 180 Mds€, en hausse annuelle de +6,5% grâce aux échanges vers la Chine et les Etats-Unis.



La hausse mensuelle de la production industrielle a été minimale en juillet (+0,1%), et permise par l'accélération de la charge dans les biens d'investissement (+0,8%). Elle est en progression de +3,2% par rapport à juillet 2016. Les perspectives d'activité et le climat des affaires, en hausse pour le 16<sup>ème</sup> mois consécutifs au sein des industriels, restent favorables.

L'indice de confiance PMI dans le secteur tertiaire est en revanche baissier depuis quatre mois en raison de la moindre activité dans le commerce de détail. Les dirigeants craignent un signe annonciateur d'un essoufflement de la consommation.

Sur le front de l'emploi, après +0,5% au 1<sup>er</sup> trimestre, le nombre de postes a augmenté de +0,4% au 2<sup>ème</sup>, soit une hausse de +1,6% sur un an. La zone a profité d'un rythme moyen de +0,5% par trimestre depuis début 2016, et elle n'avait plus généré une telle progression annuelle depuis 2008. Force est de reconnaître le rôle majeur de l'Espagne dans cette performance : +0,9% sur le dernier trimestre, hausse 3 fois plus importante que pour le trio Allemagne-France-Italie (+0,3% chacun).

L'économie espagnole demeure la plus dynamique du big 4 européen. Le PIB croît également de +0,9% au 2<sup>ème</sup> trimestre, mais les observateurs s'attendent à un ralentissement de la croissance lié à la baisse des exportations vers le Royaume-Uni et à un fléchissement de la consommation des ménages. En Italie, la croissance s'établit à +0,4% pour le 3<sup>ème</sup> trimestre consécutif. La consommation résiste et les investissements



redémarrent en dépit de l'incertitude politique. Le moral des industriels **allemands** est de son côté au plus haut depuis 30 ans malgré la légère décélération de l'économie (+0,6% après +0,7% au 1<sup>er</sup> trimestre). Les investissements en biens d'équipement et dans la construction soutiennent la croissance, aux côtés d'une consommation privée toujours de bonne tenue.

L'embellie économique est ainsi nette dans l'Euroland depuis cet été, et concerne la quasi-totalité des états membres. La BCE porte toutefois son attention sur l'appréciation de l'euro depuis le début de l'année et surtout depuis le mois de mai (1€ s'échangeait à 1,18\$ en moyenne en août, contre 1,07\$ en avril) qui pourrait venir grever la force exportatrice de la zone et modérer l'inflation.

### 3/ Fait marquant – Cyber sécurité

#### Des risques de cyber attaques aux opportunités de marché

Sources : Anssi, Le Point, Touléco, AFP, Usine, digitale, Orange, Libération, PwC, EY, Verizon, Symantec

A l'occasion de sa 4<sup>ème</sup> édition, Cyber@Hack a mis en lumière un « paradoxe des sentiments » vis-à-vis de la cybersécurité et des enjeux qu'elle revêt. En effet, certains chefs d'entreprise (et la totalité des DSI !) sont convaincus de la dangerosité des menaces qui planent sur l'intégrité de leur système d'information, et par voie de conséquence sur la pérennité de leur structure. D'autres, simultanément, font de la cybersécurité un vecteur d'opportunités d'affaires et de mutation de l'entreprise.

#### Numérisation de l'économie et cyber menace

- **Une menace généralisée et évolutive** : transformation de la menace, multi-ciblage, conséquences amplifiées

L'exposition aux risques de cyberattaques est désormais totale et généralisée : Etats, grandes entreprises, PME, petites entreprises. La moindre interface non protégée, la moindre faille permet d'infiltrer le système d'information. Selon Verizon, dans l'édition 2017 de son Data Breach Report, **les compromissions de données deviennent sans cesse plus complexes et sophistiquées et opèrent quand elles touchent l'entreprise ou l'entité en entier, tous services confondus.**

Chaque nouvelle attaque médiatisée donne l'occasion d'en évaluer les probables répercussions économiques. Selon une étude plus générale menée pour « Le Lloyd's of London » (marché de l'assurance britannique), basée sur l'évaluation de plusieurs scénarii de cyber attaques, **le coût pourrait atteindre jusqu'à 46 milliards d'euros pour une seule attaque.**

Une étude menée pour le cabinet de conseil EY avance que **deux tiers des entreprises ne possèdent pas de réelle stratégie de veille des cybermenaces alors que plus de la moitié a récemment été exposée à un indicent important.** Malgré cette exposition généralisée, la fragilité des entreprises demeure au travers des comportements humains, des systèmes obsolètes et des accès sans autorisation. Au-delà des investissements sur les dispositifs de protection, EY déplore l'absence de stratégie et de moyens en termes de solutions de réaction et d'anticipation. L'entreprise doit se doter de ressources compétentes pour un sujet transverse impliquant les DSI et les autres métiers.

En France, selon Symantec, **13,7 millions de français ont été affectés par des cyberattaques en 2016 pour un coût global de 1,8 milliard d'euros.** Si les vols de mot de passe et la fraude à la carte de crédit sont les plus fréquents, le développement des ransomwares (rançongiciels ou extorsion par piratage informatique) est d'actualité. Le nombre de malwares progresse particulièrement, logiciels malveillants ayant comme objectif de dérober des données. Le nombre de personnes s'étant fait dérober des données personnelles en 2015 était estimé à 429 millions au niveau mondial. Les pirates et la menace se déplacent, des ordinateurs fixes aux portables et smartphones puis vers les réseaux sociaux, des spams vers des atteintes aux e-réputations avec plusieurs techniques, du piratage de compte à l'usurpation d'identité.

D'après le baromètre Cybersécurité Orange Business Services, **55% des entreprises déclarent avoir subi une cyberattaque en 2016** (+5 pts par rapport à 2015). En termes de protection, de fortes disparités existent selon la taille de l'entreprise, 79% des plus de 1 000 salariés déclarent être préparées à de tels événements pour seulement 37% des moins de 250 salariés. La CPME attire d'ailleurs l'attention sur la coopération nécessaire entre les grands comptes et les PME pour faire monter en compétences ces dernières en matière de sécurité.





Selon PwC, **59% des dirigeants interrogés ont augmenté leurs dépenses de cybersécurité** en 2016 pour accompagner la transformation digitale de leur entreprise. En France les entreprises ont investi en moyenne 3,9 millions d'euros dans la sécurité de leurs systèmes d'information en 2016 (+12,5%), notamment dans la sécurisation de l'Internet des Objets.

- **Réactions institutionnelles et privées : engagement d'investissements significatif**

La prise de conscience des risques encourus a significativement progressé, au-delà des enjeux des administrations et des entreprises, la vigilance s'est également renforcée au sein du grand public en termes de protection de données personnelles.

**L'enjeu est devenu politique, touchant à la sécurité nationale** puisque les fonctions essentielles des états peuvent être vulnérables (exemple du système de santé britannique attaqué par Wannacry au printemps 2017). Les acteurs publics et économiques privés se saisissent de cette question et engagent des moyens pour la lutte contre la cybercriminalité. Des investissements sont déployés à tous les niveaux, par l'OTAN, les gouvernements, les opérateurs (Microsoft investit 1 milliard de dollars en 2017 en recherche et développement sur la cybersécurité autour des services, les logiciels et le cloud pour faire face aux cyberattaques en forte croissance, x35 en 3 ans).

De manière générale, **les investissements privés sont en forte augmentation**. La société américaine de conseil Gartner estime que les dépenses mondiales de sécurité informatiques devraient atteindre 90 milliards de dollars en 2017. En hausse de 7,6% sur un an, elles pourraient culminer à 113 milliards en 2020. La priorité de ses dépenses devrait être liées à l'amélioration des capacités de détection et de réponse, qui menée conjointement aux actions de prévention permettront une meilleure sécurisation.

- **L'exemple français : l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information**

En France, l'Anssi rattachée directement au premier ministre via le SGDSN (Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale) atteste du développement des cybermenaces, que ce soit en nombre, en complexité et en pouvoir de nuisance. **La sécurité numérique se situe au cœur des enjeux de souveraineté nationale**. Si la sécurisation des services de l'Etat était un objectif premier, la menace concerne aujourd'hui la stabilité même des démocraties.

Au-delà de ses actions de préventions auprès des services de l'Etat, des OIV (Opérateur d'Importance Vitale), des entreprises et du grand public, l'Agence intervient lors d'attaques subies. **L'instauration de conditions de sécurité indispensables à l'ère digitale et au tout numérique passe par le développement de la confiance numérique et par la garantie de la souveraineté nationale**. Dans sa mission, l'Anssi vise à établir à la fois un cadre réglementaire et des dispositifs opérationnels de réaction face aux menaces.

**La France est le premier pays européen à se doter d'un dispositif contraignant**, les autres états membres de l'Union européenne devraient suivre dans le cadre de la directive « Network and Information Security ». Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017, trois arrêtés enjoignent les entreprises des secteurs santé, alimentation et gestion de l'eau de renforcer leurs systèmes de cyberprotection. Ces « opérateurs d'importance vitale » doivent mieux appréhender la menace : cloisonnement des réseaux, traçage des logs ... Douze prochains secteurs sensibles seront bientôt concernés par cette réglementation (télécoms, défense, énergie transports ...) afin de prémunir le pays de défaillances critiques pour les populations.

## **Cyber défense : levier de croissance et d'opportunités de marché**

A ce jour, les experts estiment que la professionnalisation de la menace rend la progression des cyberattaques plus rapide que les capacités de réaction et de réponse. **Le marché de la protection informatique se développe ainsi sous la pression du développement des menaces mais s'impose également dans d'un cadre réglementaire plus contraignant**. Chaque nouvelle attaque massive et médiatisée réactive le marché pour les entreprises de cybersécurité (cours de bourse en hausse, levées de fond) mais la croissance du secteur est engagée depuis longtemps.

**La numérisation de l'économie mondiale doit désormais intégrer en amont la question de la cyber défense**. Les mentalités doivent impérativement évoluer et laisser émerger une nouvelle culture, une nouvelle manière de penser : cerner les failles de sécurité avant un déploiement trop massif. Dans le cas des objets connectés, souvent conçus sans système de protection, le risque est à la hauteur de leur fonction (voiture, dispositif de santé, carte bancaire ...). Le risque doit être pris en compte en amont, dès la conception.

Les entreprises doivent cesser de considérer la cybersécurité comme un obstacle au changement ou comme un coût informatique. **Les dépenses inhérentes à cette protection constituent un levier de développement économique et une réelle opportunité d'assoier de véritables avantages concurrentiels**.



Chaque faille représente une possibilité de nouveaux marchés (objets connectés, interfaces dans les systèmes industriels). La transformation de la menace doit ouvrir des opportunités pour les acteurs du secteur de la cybersécurité et apporter innovation et croissance aux entreprises.

**Le secteur est porteur d'activité et de très nombreux emplois potentiels.** La pénurie de compétences est avérée, 1 million d'emplois dans le monde ne serait pas pourvus dans le secteur de la cybersécurité.

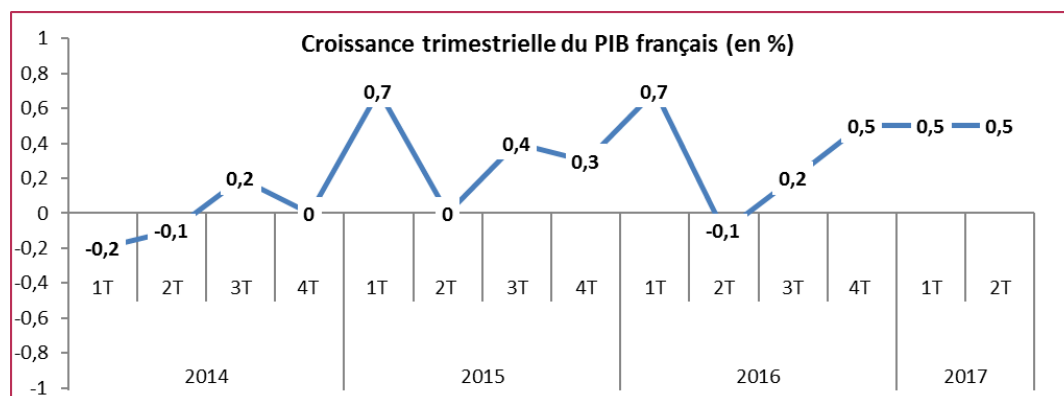
## 4/ Le contexte national

### Maintien du rythme

Sources : INSEE, Pôle Emploi, Banque de France, DEE BNP Paribas

#### Croissance française au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017

La régularité de la **croissance du PIB** se confirme à nouveau, le 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 présentant une évolution de **+0,5% pour le troisième trimestre consécutif**. Les principales composantes de la croissance s'inscrivent en progression, mais si la consommation des ménages accélère légèrement, l'investissement quant à lui ralentit. La progression des exportations permet également une contribution positive du commerce extérieur à l'évolution du PIB.



#### Le marché du travail au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 : une hausse robuste

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017, la **hausse des créations nettes d'emplois salariés sur un trimestre est de +0,3%** (évolution identique au trimestre précédent), portant **l'augmentation annuelle à +1,2%**. La progression des effectifs salariés peut être qualifiée de robuste en raison d'un onzième trimestre de progression.

A l'exception de l'industrie qui continue de perdre des emplois (-0,4%) sur un an (mais dont le recul s'atténue cependant au 2<sup>ème</sup> trimestre), tous les secteurs voient leurs effectifs s'étoffer. La construction confirme sa meilleure tenue avec un deuxième trimestre d'augmentation portant la progression à +0,6% sur un an, les services marchands affichent +2,2%, non marchands +0,6% et l'agriculture +0,9% à l'échelle d'une année.

## 5/ La conjoncture en Occitanie

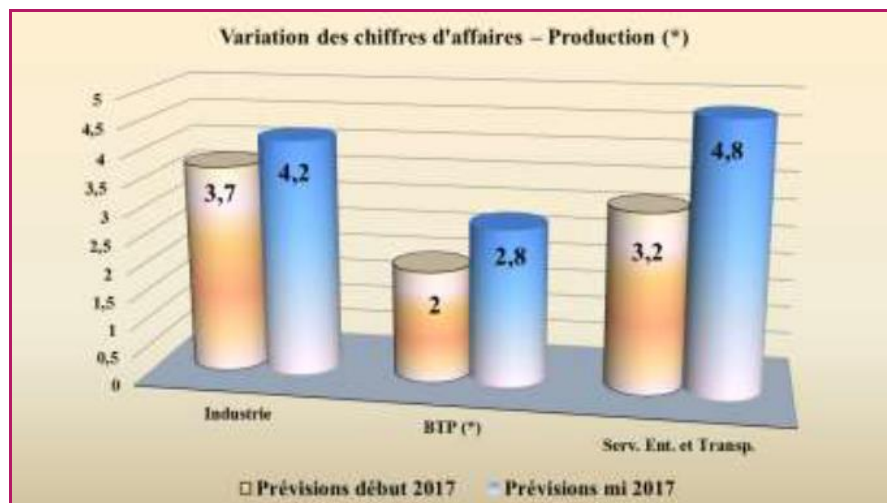
Source : Banque de France, URSSAF

#### Enquête Banque de France : Situation et Perspectives à mi année 2017

Le bilan dressé à mi année concernant la conjoncture des PME et grandes entreprises en Occitanie **révise à la hausse les projections pour 2017** formulées en début d'année.

Sur la base d'une enquête auprès de 1 300 dirigeants représentant un effectif total de 152 000 personnes dans les secteurs Industrie, Services marchands et BTP, les prévisions d'activité (évolution des chiffres d'affaires) tablent sur une progression plus forte en 2017 que celle prévue en janvier. L'investissement évoluerait quant à lui de manière conforme aux prévisions initiales, tandis que les intentions d'embauches seraient plus nuancées et l'amélioration attendue de la rentabilité moins importante.



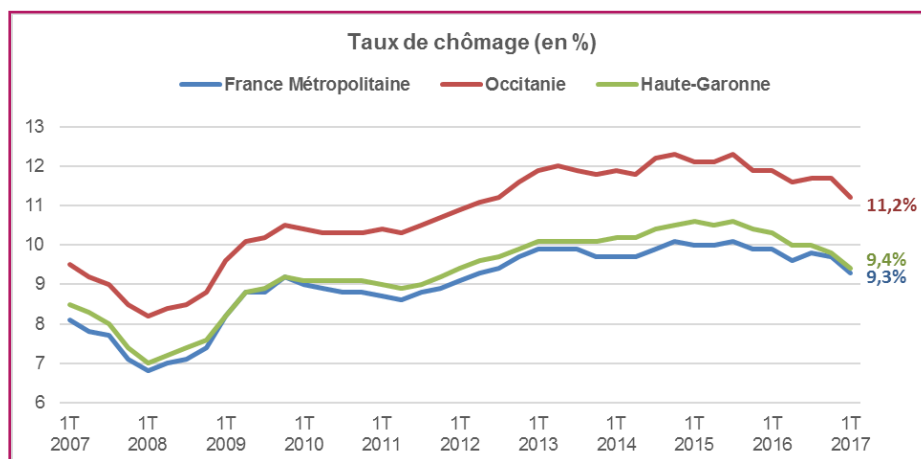


### Emploi salarié et taux de chômage

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, l'**emploi salarié marchand progresse de 0,5% sur un trimestre**, de 2% à l'échelle d'une année (évolution supérieure à la moyenne nationale de 1,4%).

Ce dernier trimestre est notamment porté par les services hors intérim (+0,6%), par l'emploi généré par l'intérim (+1,9%) tandis que les embauches de la construction s'amorcent (+0,9%) et que le commerce stabilise ses effectifs (+0,1%) tout comme l'industrie.

Le **taux de chômage** en Occitanie s'établit à **11,2%** de la population active, **en net recul de -0,7 point à l'échelle d'une année**. La baisse est légèrement plus prononcée qu'au niveau national (-0,6 point). La Haute-Garonne enregistre la baisse annuelle la plus forte (-0,9 point) avec un taux baissant à 9,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.



## 6/ En Haute-Garonne

Source : Fichier Consulaire & Etudes Economiques CCI de Toulouse

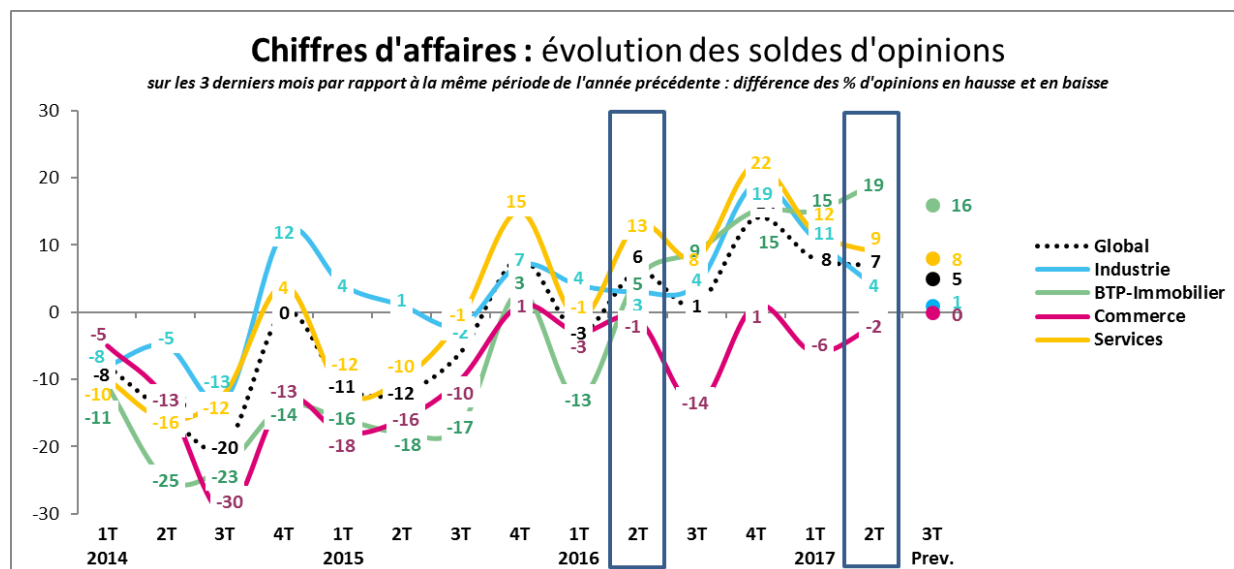
### Baromètre trimestriel de conjoncture : Résultats du 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 et Perspectives du 3<sup>ème</sup>

#### • Marché et Emploi

› L'**indicateur d'activité** progresse de 1 point au 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 par rapport à 2016, restant positionné en territoire positif (solde d'opinions à +7 vs +6) pour le 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif. Contrairement au commerce, les secteurs de l'industrie, des services et plus encore du BTP-Immobilier affichent des soldes d'opinions positifs. Le clivage entre TPE de moins de 10 salariés et les autres établissements plus importants, atténué depuis 2 trimestres sur les opportunités de marchés, ressort.



- › Les **prévisions de marché** pour le **3<sup>ème</sup> trimestre 2017** retranscrivent des perspectives propices en progression de 4 points sur un an, à nouveau stimulées par la conjoncture favorable du BTP-Immobilier.
- › **L'emploi** progresse de manière continue depuis 2 ans, tous les secteurs embauchent. Même si les créations de postes s'avèrent plus conséquentes dans les entreprises de plus de 20 salariés, les TPE de 10 à 19 salariés contribuent également à l'emploi départemental. Les perspectives dressées pour le 3<sup>ème</sup> trimestre anticipent un même niveau d'embauches inscrivant les effectifs salariés de Haute-Garonne dans une tendance rassurante et durable.



• **Indicateurs financiers**

- › Le 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 marque une meilleure orientation de l'indicateur de **suivi des marges**, après la forte dégradation constatée en début d'année. Une nette amélioration caractérise le secteur BTP-Immobilier, l'industrie et le commerce glanent quelques points tandis que les services rétrogradent légèrement.
- › L'indicateur de difficultés de **trésorerie** varie depuis 1 an de plus ou moins 2 points. Le 2<sup>ème</sup> trimestre se présente à la baisse, marquant une amélioration des conditions pour le BTP-Immobilier et les services, alors que les difficultés sont stabilisées dans le commerce mais en légère dégradation dans l'industrie.

• **Climat de confiance**

- › Le **climat de confiance** se hisse à un niveau très élevé (solde d'opinions à +53), retrouvant un de ses meilleurs sommets après le creux relatif du premier trimestre. Le moral des dirigeants est en hausse dans tous les secteurs de l'économie locale.

**Mémo Chiffres Clés**

Source : CCI de Toulouse, INSEE, Douanes

Au 1 <sup>er</sup> avril 2017	Haute-Garonne	Evolution sur un an
<b>Etablissements RCS</b>	<b>54 768</b>	<b>+3,2%</b>
Industrie	4 494	-0,3%
Commerce	13 091	+0,4%
Construction	6 562	+3,0%
Services	30 621	+5,0%
<b>Effectifs salariés RCS</b>	<b>366 659</b>	<b>+3,1%</b>
Industrie	77 222	+0,1%
Commerce	62 341	+1,8%
Construction	32 176	+2,3%
Services	194 920	+4,8%
<b>Taux de chômage (1T2017)</b>	<b>9,4%</b>	<b>-0,9 pt</b>
<b>Exportations en millions d'€ (2T2017)</b>	<b>10 683</b>	<b>-5,3%</b>
<b>Importations en millions d'€ (2T2017)</b>	<b>7 492</b>	<b>-6,8%</b>

